

## SYRIE

# Les adversaires s'accusent de violations mais la trêve tient

**Les principaux protagonistes du conflit syrien se sont mutuellement accusés hier d'avoir violé le cessez-le-feu entré en vigueur samedi tout en reconnaissant que cette trêve était toujours respectée au deuxième jour.**

Dans les grandes villes, les habitants sont sortis hier matin après une nuit paisible pour faire leurs emplettes, goûtant à un calme inhabituel, et dans les quartiers rebelles d'Alep, les élèves habitués à raser les murs marchaient hier au milieu de la chaussée, selon des correspondants de l'AFP.

Le général Sergueï Kouralenko, responsable du Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes en Syrie, a accusé les insurgés d'avoir enfreint à neuf reprises l'accord de cessation des hostilités initié par Washington et Moscou, ajoutant aussitôt que «de manière générale, le cessez-le-feu en Syrie (était) en train d'être mis en place».

Aussitôt, le porte-parole du Haut comité des négociations (HCN) a rétorqué que «samedi, il y avait eu quinze violations (de la trêve) par les forces du régime,

dont deux par le Hezbollah à Zabadani».

Mais «globalement, c'est bien mieux qu'avant et les gens se sentent bien», a souligné Salem Al-Meslet depuis Riyad, où est basé le HCN. L'Arabie Saoudite, qui soutient l'opposition syrienne, a de son côté accusé «l'aviation russe et l'aviation du régime syrien» d'avoir violé la trêve.

Des avions ont bombardé hier à l'aube six localités de la province d'Alep (nord) et une de celle de Hama (centre), selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG basée à Londres et proche de l'opposition. Son directeur, Rami Abdel Rahmane, a précisé que les raids avaient fait un mort. Selon lui, un seul des villages visés, Kafar Hamra, est contrôlé par les terroristes du Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda. Les autres

sont aux mains de rebelles mais des terroristes se trouvent dans les environs. L'accord de trêve concerne seulement les zones de combat entre les forces du régime, appuyées par leur allié russe, et les rebelles syriens et exclut les groupes terroristes Daesh et Al-Nosra, qui contrôlent plus de 50% du territoire syrien. Le directeur de l'agence de presse pro-opposition Sahba a affirmé à l'AFP que ces raids avaient été menés par des avions russes.

«Il s'agit d'une violation flagrante de l'accord car par exemple à Darat Azza, les avions ont visé une boulangerie. Croient-ils que les combattants d'Al-Nosra vont y chercher leur pain le matin ? Nous n'avons jamais pensé que l'aviation russe allait cesser ses raids», a affirmé Maamoun Al-Khatib.

Ni les États-Unis, ni la Russie, ni le régime, ni l'opposition n'avaient encore réagi à ces raids. L'armée russe avait annoncé samedi la suspension, pour la journée, de toutes les sorties aériennes au-dessus de la Syrie.

La prudence était aussi de mise du côté du régime. «Il faut attendre deux ou trois jours pour s'assurer de la pérennité de l'arrêt des hostilités et de l'engagement des parties concernées», a écrit hier *Al-Watan*, journal proche du pouvoir à Damas.

«En tout cas, les Syriens ignorent les régions incluses dans l'arrêt des hostilités car les cartes sont jusqu'à présent tenues secrètes», ajoute le quotidien. Le porte-parole du HCN Salem Al-Meslet a également indiqué n'avoir reçu aucune carte de la part des initiateurs de l'accord. Dans le secteur est d'Alep, tenu par les rebelles et où il gère une boulangerie, Abou Omar trouve qu'il y a «quelque chose d'étrange dans ce silence».

«Nous avons l'habitude de nous endormir et de nous réveiller avec le bruit des raids et de l'artillerie», affirme cet homme de 45 ans. «Je suis heureux mais triste pour les régions qui ne sont pas concernées par la trêve et dont les habitants continuent à souffrir.»

Une journaliste de l'AFP qui

s'est rendue aux abords de Damas a constaté que le calme était total alors que dans la capitale même, les rues étaient très animées.

Mahdi Al-Ani, 25 ans, qui habite à Doummar, dans le nord-ouest de la capitale, veut croire de toutes ses forces à la trêve. «Dans mon quartier, on a l'habitude d'entendre le bruit des obus. Hier (samedi), j'ai entendu deux déflagrations mais je me suis dit non j'ai rien entendu, la trêve va continuer inshallah», explique cet étudiant.

Abou Jamal, qui possède un magasin de légumes à Mazzé, dans l'ouest de Damas, voudrait maintenant aussi «une trêve dans les embouteillages qui paralysent la ville, une trêve dans les coupures d'électricité et surtout une trêve dans les prix qui ne cessent d'augmenter».

Au Vatican, le pape François a exprimé hier «son espérance» que l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu en Syrie puisse mettre fin à une guerre qui a fait au moins 270 000 morts et contraint la moitié de la population à quitter ses foyers.

## LE 1<sup>ER</sup> MINISTRE BELGE AUJOURD'HUI À RABAT

# Les terroristes et trafiquants marocains activant en Belgique au cœur de la visite

**Les terroristes et trafiquants marocains activant en Belgique seront au cœur d'une visite qu'effectuera lundi et mardi le Premier ministre belge, Charles Michel, au Maroc où il signera un protocole d'accord de coopération avec ce pays dans le cadre de la lutte anti-terroriste.**

Le Premier ministre belge, accompagné de son ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, effectuera les 29 février et 1<sup>er</sup> mars une visite à Rabat, où il signera un protocole d'accord s'inscrivant dans le cadre de la relance de la

convention antiterroriste au point mort depuis 1999, pour renforcer l'échange d'informations avec le Royaume du Maroc, des médias consultés à Alger.

Il s'agit, selon les mêmes sources, d'une démarche «cruciale» pour le gouvernement belge qui dresse un constat sans appel : «Le Maroc est un important pays d'origine et de transit pour le trafic de drogue, le trafic et la traite d'êtres humains.»

«Une majeure partie des personnes qui sont soupçonnées en Belgique d'activités terroristes ont un lien avec le Maroc», souligne l'exposé des motifs introduisant la Convention dans le cadre de laquelle l'accord entre les deux parties sera signé.

La Commission des relations extérieures du Parlement belge a validé mercredi dernier la convention de coopération avec le Maroc en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée pour «faire passer la traque des réseaux de terroristes et criminels marocains activant en Belgique à la vitesse supérieure», rapportent plusieurs titres de la presse belges.

Le protocole d'accord porte notamment sur l'échange d'empreintes digitales, négocié depuis plusieurs mois avec le Maroc, le terrorisme, le trafic de drogue, la traite des êtres humains, la falsification des moyens de paiement, le vol et le trafic de voitures.

Ce protocole d'accord viendra, en outre,

répondre à une autre préoccupation belge : «Aider la Belgique à identifier les sans-papiers d'origine marocaine pour organiser plus facilement leur rapatriement au Maroc».

La Belgique a multiplié ses contacts avec les autorités marocaines suite à la confirmation de l'implication des cellules terroristes marocaines activant en Belgique dans la préparation et l'exécution des attentats de Paris.

Les enquêtes et les nombreuses interpellations de terroristes d'origine marocaine en Europe ont révélé que ces personnes «entretenaient des liens avec des groupes au Maroc», a-t-on conclu.

## ÉLECTIONS EN IRAN

# Les alliés du Président Rohani marquent des points

**Les alliés réformateurs et modérés du Président iranien Hassan Rohani ont marqué des points hier face aux conservateurs, en particulier à Téhéran, selon des résultats partiels d'un double scrutin vital pour la poursuite de sa politique d'ouverture.**

Au Parlement, ils enlèvent 54 des 137 sièges pour lesquels les résultats ont été publiés, raflant les 30 sièges mis en jeu dans la capitale iranienne. A cela s'ajoutent 11 candidats indépendants qui leur sont proches, soit un total d'au moins 65 députés.

Les résultats définitifs de ces législatives sont attendus lundi ou mardi.

Grâce notamment à cette percée à Téhéran, le camp Rohani est assuré de disposer pour les quatre prochaines années d'au moins deux fois plus de députés que dans le précédent Parlement, qui était largement dominé par les conservateurs avec plus de 200 élus.

Religieux modéré, Hassan

Rohani misait sur l'avancée majeure qu'a été l'accord nucléaire conclu en juillet avec les grandes puissances sur le programme nucléaire iranien pour engranger un maximum de députés favorables à sa politique au Parlement.

La plupart des conservateurs les plus radicaux qui s'étaient opposés à cet accord historique ont été éliminés.

Autre motif de satisfaction pour le Président iranien: son élection et celle de son allié Akbar Hachemi Rafsandjani, ancien président de la République islamique, à l'Assemblée des experts après être arrivés en tête à Téhéran.

Cette Chambre composée de 88

religieux élus pour huit ans est chargée de nommer le guide suprême iranien et pourrait être amenée à jouer un rôle déterminant durant son mandat puisque le guide actuel, Ali Khamenei, est âgé de 76 ans.

Deux importants religieux conservateurs connus pour leur hostilité envers les réformateurs, les ayatollahs Mohammad Yazdi, actuel chef de l'Assemblée des experts, et Mohammad Taghi Mesbah Yazdi, ne seraient pas en position d'être élus, selon des résultats partiels portant sur la presque-totalité des bulletins dépouillés. En revanche, l'ayatollah Ahmad Janati, chef du puissant Conseil des Gardiens de la Constitution (conservateur), serait lui élu. La percée des pro-Rohani, si elle se confirme, est d'autant plus remarquable que la plupart des grandes figures du camp réformateur avaient été écartées de la course aux législatives par le Conseil des gardiens de la Constitution, qui a un droit de veto

sur les candidatures. «Ces résultats sont au-delà de nos attentes», a réagi Ali Shakouri-Rad, un responsable réformateur, qui a toutefois assuré que son camp «fera preuve de retenue pour exprimer (sa) satisfaction». A Téhéran, le chef de liste des conservateurs, Gholam-Ali Hadad-Adel, un ancien président du Parlement, n'arrive qu'en 31<sup>e</sup> position et serait battu car la capitale envoie 30 représentants au Parlement.

En tête de liste des candidats certains d'être élus figurent Mohammad Reza Aref (réformateur) et Ali Motahari (modéré), avec respectivement près de 1,3 million et plus de 1,1 million de voix. Ces résultats portent sur le décompte de la quasi-totalité des bulletins à Téhéran.

Les réformateurs avaient inclus dans leur liste trois conservateurs modérés, dont M. Motahari, qui ont tous été élus. La liste des réformateurs/modérés à Téhéran était menée par Mohammad Reza Aref,

ancien candidat réformateur à la présidentielle de 2013, qui s'était retiré en faveur du candidat Hassan Rohani, lui permettant d'être élu dès le premier tour.

Dans le reste du pays, les réformateurs/modérés -unis au sein de la liste «Espoir»- et les conservateurs se partagent les voix avec des candidats indépendants qui ne figuraient sur aucune des deux listes principales, selon des résultats partiels.

Sur les 109 circonscriptions de province dont les résultats sont connus, les conservateurs en gagnent 33, les réformateurs et modérés 24 et les indépendants 28. Parmi ces derniers, certains sont proches des conservateurs (13) ou des réformateurs (11). La tendance politique des autres est encore inconnue et un autre élu était à la fois sur les deux listes.

Un second tour devra être organisé en avril ou mai dans au moins 23 circonscriptions.